

# Migrations, le débat, pas la guerre : réponse à Jean-Luc Mélenchon

mardi 9 octobre 2018, par [MARTELLI Roger](#) (Date de rédaction antérieure : 9 octobre 2018).

**Le débat politique n'est pas la guerre. Tout désaccord n'implique pas la haine et la rupture. En politique, la formule du « Qui n'est pas avec moi est contre moi » est la plus mauvaise des conseillères.**

Sommaire

- [Ne pas se tromper d'adversaire](#)
- [Peser les termes de la questio](#)
- [« No border » ? de qui se](#)
- [Pas de cadeau à l'extrême](#)

Dans son blog en date du 8 octobre, Jean-Luc Mélenchon s'en prend au *Manifeste pour l'accueil des migrants* [1]. Il cible la responsabilité de ses initiateurs éditoriaux, *Mediapart*, *Politis* et *Regards*. Il oublie qu'un texte ne vaut pas d'abord par ceux qui l'écrivent, mais par ceux qui s'y reconnaissent : aujourd'hui, ce sont 50.000 personnes et un nombre impressionnant d'associations et de journaux. Tout ce monde n'est pas un ramassis de gogos abusés, engagés malgré eux dans on ne sait quelle croisade contre tel ou tel parti ou mouvement. Les signataires prennent parti sur un point et sur un seul : ils ne veulent pas laisser l'extrême droite pourrir l'espace public européen par ses idées sur l'immigration.

## Ne pas se tromper d'adversaire

Je n'ai pas à répondre au nom de qui que ce soit et ne le ferai donc qu'en mon nom propre. Je rappelle tout d'abord que ce texte, dans sa formule initiale, n'a été signé que par des personnalités de la culture, des arts et du monde associatif. Il n'y avait volontairement pas de responsables politiques dans les 150 premiers signataires et il n'était pas question que sa rédaction et sa diffusion soient, au préalable, soumises à l'appréciation de quelque Bureau politique que ce soit. Il est tout de même incroyable que, en 2018, je sois obligé d'énoncer ce rappel démocratique minimal. Ne pas en avoir informé les autorités de la FI, pas plus que n'importe quelle autre instance, est-il un signe de défiance ? Faudrait-il que *Mediapart*, *Politis* et *Regards* s'excusent de ne pas avoir informé les partis ? Mais dans quel pays vivons-nous ?

J'ajoute que je n'ai pour ma part rien à dire contre le programme de la France insoumise. Il est dans la lignée directe des propositions qui ont été celles de la gauche de gauche depuis au moins le début de ce siècle. Je n'ai rien contre l'activité du groupe parlementaire FI : avec celles et ceux du groupe constitué par le PC, ses membres mènent le combat contre tous les aspects de la politique Macron, y compris sur le dossier des réfugiés et sur la politique européenne de gestion des flux migratoires.

Je n'ai pour ma part jamais taxé Jean-Luc Mélenchon et la FI de complaisance à l'égard du Front national. En revanche, j'ai critiqué ouvertement les propos tenus par Djorge Kuzmanovic qui, eux,

me paraissaient très critiquables, sur la référence allemande, sur la question migratoire et sur les questions dites « sociétales » [2]. J'aurais aimé alors que Jean-Luc Mélenchon prenne, sur le fond et non sur la méthode, ses distances avec celui que l'on présentait alors, à tort ou à raison, comme son « conseiller ». Il ne l'a pas fait.

Du temps où j'étais membre du PCF et de sa direction, j'ai pris l'habitude de dire ce que je pensais devoir dire. On ne manqua pas alors, à bien des niveaux, de me faire savoir que je participais à d'odieuses campagnes de dénigrement contre le parti et que, ce faisant, je jouais contre mon camp. Cela ne m'a jamais intimidé et j'ai, aujourd'hui encore, la faiblesse de penser que ce n'est pas de mes propos de l'époque que le parti a souffert, mais plutôt d'un certain autisme et d'une culture détestable de la citadelle assiégée.

Voilà des années que je dis et que j'écris mon inquiétude de ce que l'extrême droite ait imposé son obsession de l'identité, la peur viscérale de « ne plus être chez soi », le désir de protection contre un ennemi que, faute de visibilité des responsables vrais, on situe classiquement du côté de l'autre, de l'étranger, du migrant. J'ai souvent écrit mon regret de ce qu'une partie de la gauche baisse la garde. J'ai trouvé cette tendance dans la « Gauche populaire » du PS, dans le « Printemps républicain » avec lequel Emmanuel Maurel a naguère flirté, dans les publications de Laurent Bouvet sur « l'insécurité culturelle » et la nécessité de « comprendre » les angoisses des « petits Blancs », dans les propos de Jean-Claude Michéa brocardant la gauche dite « sociétale » et rêvant du retour au village, dans les développements de Christophe Guilluy expliquant que le clivage du « centre » et de la « périphérie » emportait désormais sur le clivage dominants-dominés, dans les dérives de Jacques Sapir affirmant que, dès l'instant où la question de la souveraineté nationale était centrale, le rapprochement des « souverainistes » des deux rives était possible.

Voilà qui fait beaucoup d'exemples et qui justifie largement, me semble-t-il, que le Manifeste évoque la « petite partie de la gauche » tentée de prendre au sérieux les « questions » posées par l'extrême droite. Pourquoi Jean-Luc Mélenchon fait-il comme si ce membre de phrase le concernait ? À trop y insister, ne risque-t-il pas d'accréditer l'idée que ses propos peuvent effectivement relever de cette mise en garde ? Pour l'éviter, et plutôt que de vitupérer le Manifeste, il serait mieux inspiré de dire clairement ce qui l'éloigne des tentations énoncées ci-dessus, comme des énoncés de Djordje Kuzmanovic. Dès cet instant, on pourrait enfin débattre de vraies questions et de désaccords éventuels, qu'il ne faut sans doute pas sous-estimer, mais dont rien ne dit au départ qu'ils vont installer des lignes de fracture au sein de la gauche de rupture.

## **Peser les termes de la question migratoire**

Le premier débat concerne la manière de penser aujourd'hui les phénomènes migratoires sous le seul prisme de la contrainte. Ce n'est pas faux dans l'absolu : la grande majorité des départs, et pas seulement au temps du capitalisme dominant, ont historiquement été motivés par l'exigence du mieux vivre, quand ce n'était pas celle de la survie. Mais le paradoxe de l'histoire est que ces mouvements contraints n'ont pas été pour rien dans la marche en avant de l'humanité. Que serait devenue l'Europe sans l'apport de vagues incessantes de migrations ? Les États-Unis seraient-ils devenus une grande puissance, s'ils n'avaient pas été un *melting pot* ? La France se serait-elle enrichie de son industrie et de son cadre urbain, sans les apports stimulants de l'exode rural, puis de l'immigration extérieure ? L'histoire a fait des migrations à la fois une douleur et une plénitude, le fruit du dénuement et la possibilité d'y échapper durablement. Que l'immigration pose des problèmes, aux sociétés de départ comme aux sociétés d'accueil, est une chose ; qu'elle soit en elle-même un problème en est une autre. Entre les deux affirmations, la ligne de partage est celle du vrai et du faux.

Je reviens sur la question des migrations contraintes. Qu'il faille réduire la part de cette contrainte est d'une évidence désarmante. Comment pourrait-on [ne pas ?] s'opposer à des politiques qui ont pour objectif de réduire la spirale des inégalités, des discriminations et des gaspillages qui sont le lot de nos sociétés contemporaines ? Comment ne pas tout faire pour réduire le poids de cette conflictualité incessante, qui épuise l'Afrique et ses peuples et que nourrissent les intolérables trafics d'armes, dont les grandes puissances font ouvertement et impunément commerce ? Comment dès lors contourner la nécessaire boussole de l'anticapitalisme ? Mais si l'on suit cette piste, ne nous cachons pas qu'il faut le faire de façon conséquente et jusqu'au bout. « L'aide au développement » est une nécessité, mais n'est qu'un simple correctif à la spirale inégalitaire. La règle de la « protection » partielle d'un territoire peut-être un passage obligé ; mais l'absolutisation de la protection, c'est-à-dire le « protectionnisme » est une impasse, quand bien même on y ajoute un adjectif - « solidaire » - qui le contredit. En bref, la protection, oui ; le protectionnisme, non.

S'attaquer à la puissance de la finance est une nécessité historique et la gauche au pouvoir s'est cassé les dents à s'accommoder de ses contraintes au lieu de la combattre. Mais ce combat est un processus global de long souffle. Et, en attendant qu'il soit parvenu à son terme, que fait-on ? Le flux des migrations - au demeurant exagéré par l'extrême droite et ses fantasmes de « l'invasion » - va-t-il se résorber et se tarir à court et à moyen terme ? L'expérience en cours montre que ce n'est pas vrai. L'amorce de développement des « émergents » n'affaiblit pas la tendance au départ, mais la stimule au contraire, car ceux qui partent vers les destinations les plus lointaines - les nôtres - ne sont pas les plus indigents.

Dans un premier temps, le développement ne ralentit donc pas les déplacements, mais accentue leur caractère inégalitaire : les plus pauvres - et notamment les réfugiés - se déplacent vers les pays pauvres du « Sud », les moins pauvres vers les pays du « Nord ». De la même manière, il faut certes espérer que des mesures seront prises, dans l'urgence, pour éviter la dégradation incessante des équilibres climatiques. Mais, même dans l'hypothèse où cette rupture intervient dans le très court terme, il faudra un certain temps pour enregistrer leurs effets globaux. Nous devons donc faire face à des risques de déplacements massifs de population provoqués par des catastrophes écologiques ou des conflits locaux. Nous le devons d'autant plus que tout volontarisme doit mesurer ses limites, s'il ne veut pas s'abîmer dans le renoncement, dès le premier obstacle venu. Sur la question de l'aide à l'Afrique, par exemple, la France peut beaucoup, infiniment plus qu'elle ne le fait aujourd'hui. Mais elle ne règlera pas à elle seule l'une des questions les plus capitales, celle du devenir de ce continent africain dont on sait qu'il sera celui du XXI<sup>e</sup> siècle, comme l'Europe fut celui du XIX<sup>e</sup> siècle et l'Asie celui du XX<sup>e</sup> siècle.

Auquel cas, je me permets de poser à nouveau la question à laquelle il n'est pas répondu pour l'instant. Si les flux de migrations se maintiennent, que ferait une France choisissant la voie de la rupture ? Continuera-t-elle d'accepter l'infamie qui voue les pays du Sud à recevoir 80% du flux des réfugiés ? Et si elle constate la persistance de flux de ce type en direction de l'Europe, comment réagira-t-elle ? Suivra-t-elle la logique égoïste à courte vue de l'Union européenne et de ses États ? A fortiori, laissera-t-elle se généraliser la logique inadmissible, inhumaine et irréaliste de ceux qui prônent le blocage des frontières ?

### **« No border » ? de qui se moque-t-on ?**

Venons-en, d'ailleurs, à cette question des frontières et du chiffon rouge du « no border », repris par Jean-Luc Mélenchon. Il est en fait facile de s'inventer des ennemis qui, peut-être, n'existent pas, et en tout cas pas chez ceux que l'on désigne explicitement ? Au fond, le leader de la France insoumise, laisse entendre qu'il n'y a que deux options possibles, quand on pense la frontière. D'un côté, le *no*

*border* qui est renvoyé aux limbes de l'utopie, de l'autre « l'éloge de la frontière » cher à Régis Debray.

Je n'ai nulle envie, et depuis longtemps, de m'enfermer dans ce dualisme. La frontière n'est pas une réalité naturelle, mais une construction historique, imposée à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et généralisée aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Politiquement, elle désigne la limite à l'intérieur de laquelle se dénombrent les composantes du peuple souverain et où s'exerce la souveraineté politique. Par fondation, la frontière est à la fois inclusive (le territoire de la citoyenneté partagée) et exclusive (la distinction du national et de l'étranger). Elle a nourri aussi bien le patriotisme démocratique que le nationalisme d'expansion et le chauvinisme cocardier.

Aujourd'hui, la frontière est dans une contradiction. D'un côté, elle est relativisée par la fluidité des échanges commerciaux et financiers et par la montée des déplacements humains de tous types. D'un autre côté, cette fluidité est contredite par le contrôle étroit de la mobilité des personnes. La frontière devient ainsi tout à la fois un lieu flou d'échanges, une sorte d'hypermarché frontalier et une clôture qui prend volontiers la forme d'un mur. Est-ce ainsi que les hommes vivent ?

La nation, bien délimitée par ses frontières, reste un cadre de souveraineté qu'il ne sert à rien de vouloir rayer d'un trait de plume. Mais l'apologie de la frontière, en privilégiant la différence et l'identité au détriment du commun et de l'égalité, risque aujourd'hui de donner de l'eau au moulin de l'esprit de fermeture et au fantasme de la protection absolue. La question la plus décisive n'est donc pas de savoir s'il faut garder la frontière ou la détruire, à court terme en tout cas - à long terme, l'utopie d'un monde sans frontières reste une nécessité. L'essentiel est plutôt de dire quelle conception on a de la frontière : simple bornage du lieu d'exercice d'une volonté commune ou symbole intangible d'une fermeture à un extérieur vécu sur le registre de la menace ?

Si c'est cela le choix nécessaire et s'il faut privilégier son second terme, je complète les questions précédentes, très concrètes, que ne peuvent esquiver ceux qui aspirent au pouvoir. S'il s'avère demain, une gauche bien à gauche une fois installée « aux affaires », que les énormes mesures existantes de contrôle s'avèrent incapables de réguler complètement les passages, que fera-t-on ? Continuera-t-on la spirale européenne prônée par Frontex, en accroissant démesurément les techniques de contrôle, de répression et de refoulement ? Cherchera-t-on à maintenir au maximum les plus pauvres chez les déjà pauvres ? Ou bien se résoudra-t-on à suivre la seule politique possible à l'intérieur de nos frontières : la liberté de circulation, l'accueil, l'égalité d'accès de tous à des droits étendus, l'inversion des logiques de flexibilisation, de précarisation et de recul des services publics et l'extension de la citoyenneté à l'ensemble des résidents ?

### **Pas de cadeau à l'extrême droite**

Cessons donc d'agiter les sujets qui divisent au lieu de rassembler : protectionnisme contre libéralisme, « pro border » contre « no border », souverainisme contre fédéralisme. Sur la question des migrants, en revanche, l'alternative est simple. L'extrême droite fait son fonds de commerce de l'affirmation selon laquelle l'immigration est une plaie dont la résorption conditionne la possibilité de toute politique en faveur des « nationaux ». Face à elle, il n'y a pas d'autre solution que d'affirmer que l'immigration n'est pas un problème, mais une chance et cela jusqu'à aujourd'hui. Si elle pose des problèmes, c'est parce que nous sommes dans un monde, dans une Europe, dans une France où l'on préfère la liberté des circuits financiers, la libre circulation des marchandises à la libre circulation des hommes, où l'on préfère la dérégulation et la privatisation à la stabilité des statuts et à l'appropriation sociale. Un monde, une Europe et une France, où l'on préfère la peur et le repli identitaire à la solidarité et à la mise en commun.

Accepter ou refuser : cela s'appelle un choix de société. Le Manifeste appelle en creux à faire ce choix. Qui, à gauche, peut se permettre de négocier sur les possibles politiques que cela ouvre ? La montée de l'extrême droite européenne oblige en effet à poser en grand la question des dynamiques politiques nécessaires pour la contrer. On ne peut s'en remettre à la droite pour cela : elle est en train de craquer devant la pression de ses extrêmes. Se confier aux rassemblements plus ou moins centristes, en vitupérant les « extrêmes » qui se touchent ? Impossible : c'est cette logique d'accommodement qui a radicalisé la droite en épuisant la gauche. Si quelque chose se passe, c'est donc à gauche qu'on l'observera. Mais dans quel rapport à l'extrême droite ? En contournant le problème, en expliquant que la question migratoire n'est pas la question centrale ? En concédant à cette extrême droite qu'elle met au centre la question du peuple de sa souveraineté ? Pour ma part, je ne pense pas cette façon de faire recevable. Je la crois même dangereuse.

L'extrême droite se bat en démontant pièce par pièce ce qui la porte, ses pratiques, ses projets, mais aussi ses idées et ses mots. Pas plus en Italie, qu'en Hongrie, qu'aux États-Unis ou en France, la logique souverainiste de l'exclusion ne protège les peuples. Au contraire, elle accroît les inégalités, les tensions et les frustrations. Il en est de même pour la philosophie frontiste des migrations : on ne transige pas avec elle, ni dans les mots.

L'immigration n'est pas un problème ; l'environnement global des politiques qui l'entourent en est un, et de taille. Ne créditons pas l'extrême droite de ce qu'elle a raison en recouvrant les deux.

**Roger Martelli**

---

**P.-S.**

- Regards, 9 octobre 2018 : <http://www.regards.fr/politique/article/migrations-le-debat-pas-la-guerre-reponse-a-jean-luc-melenchon>

**Notes**

[1] Voir sur ESSF (article 46303), [France : Manifeste pour l'accueil des migrants](#).

[2] Voir sur ESSF (article 45985), [Choix stratégiques et questions migratoires - Réponse à Djordje Kuzmanovic, dit conseiller de Jean-Luc Mélenchon](#).